

L'UNIVERS NUCLÉAIRE:

Comment le Canada doit-il réagir. Par Geoffrey Pearson

■ Il existe deux gammes d'hypothèses différentes au sujet de la situation stratégique du Canada, et l'on pourrait employer les termes "classiques" et "naïves" pour les désigner respectivement, sans toutefois leur prêter un sens désobligeant.

■ Les hypothèses "classiques" sont à peu près les suivantes:

La menace la plus directe qui pèse sur le Canada provient de l'URSS et des tensions internationales qu'engendre la politique étrangère soviétique.

La dissuasion, que les forces stratégiques des É.-U. et les forces alliées de l'Europe occidentale concrétisent, représente le meilleur moyen de parer cette menace.

Le Canada a tout intérêt à coopérer avec les É.-U. pour défendre l'Amérique du Nord, et avec ses alliés pour protéger l'Europe occidentale, même si, dans les deux cas, la contribution militaire du Canada en faveur de la défense et de la dissuasion peut changer.

La dissuasion suppose le maintien d'un équilibre approximatif entre les forces de l'Est et de l'Ouest et la volonté de la part de l'OTAN de recourir la première aux armes nucléaires, si l'Alliance ne peut aligner des forces classiques comparables à celles du Pacte de Varsovie.

Les intérêts du Canada sont les suivants: rester maître de son territoire et protéger sa souveraineté; jouer un rôle actif pour améliorer les relations Est-Ouest, notamment en ce qui concerne la limitation des armements et le désarmement; et être prêt à seconder ses alliés ou les Nations-Unies pour aider à préserver la paix dans le tiers-monde.

Les hypothèses dites "naïves" pourraient s'énoncer comme suit:

La sécurité du Canada est principalement menacée par les risques

de conflit nucléaire entre les super-puissances.

Ce danger est aggravé par les politiques, tant soviétiques qu'américaines, qui préconisent le déploiement d'armes nucléaires pour dissuader l'adversaire d'attaquer, peu importe la région du monde considérée.

Limiter et réduire l'arsenal nucléaire, voilà le double objectif suprême. Pour l'atteindre, on pourrait interdire les essais, la production et le déploiement des armes nucléaires, réduire considérablement les arsenaux nucléaires, ou réaliser un désarmement général et complet.

Le Canada doit s'efforcer de faire modifier la politique autorisant le recours à l'arme atomique par l'OTAN en premier, refuser que des vecteurs soient mis à l'essai au-dessus de son territoire, se retirer du NORAD si son rôle va au delà de l'alerte avancée et de la surveillance de l'espace aérien, et (aux dires de certains) se déclarer zone exempte d'armes nucléaires.

Sur la scène internationale, le Canada doit mettre davantage l'accent sur la médiation et les négociations dans le cadre des relations Est-Ouest, mais aussi dans celui des conflits régionaux; accroître le budget réservé à l'aide internationale, aux dépens de celui de la défense, s'il le faut; et, règle générale, chercher des alliés parmi les nations "poursuivant des objectifs s'apparentant aux siens", où que ces pays soient dans le monde (les auteurs de l'initiative de paix dite "des cinq continents", par exemple).

Dans l'ensemble, les gouvernements canadiens ont accepté les hypothèses "classiques" décrites plus haut, non cependant sans éprouver de l'inquiétude parfois au sujet de certaines politiques de nos alliés - les É.-U. en particulier. Le Canada s'est montré sceptique face à l'assertion selon laquelle les Soviétiques ont quelque chose à voir avec la plupart des crises sévissant dans le monde. Notre pays s'est montré beaucoup plus disposé que les É.-U. à voir dans des pays comme Cuba et le Nicaragua (ou, en 1968, la Chine) des partenaires légitimes plutôt que des ennemis. Mais dans leurs rapports avec l'Union soviétique, les gouvernements de notre pays (et la plupart des Canadiens) ont accepté l'idée que l'URSS est un "adversaire", sinon un "ennemi", et ils ont de même fait leur la position stratégique qui découle logiquement de cette perception.

Jusqu'ici du moins, les hypothèses "naïves" n'ont pas ébranlé la conviction fondamentale que, si rien ne s'opposait à elle, l'URSS accroîtrait nécessairement son pouvoir et son influence dans le monde. On entend souvent dire, d'ailleurs, que l'Europe vit en paix depuis près de 40 ans parce que les forces armées de l'Alliance occidentale ont mis en échec l'"expansionnisme soviétique".

Il est impossible de vérifier cette assertion, mais il n'est pas nécessaire de l'accepter comme parole d'évangile. Personnellement, je pense que les hypothèses classiques concernant les objectifs soviétiques sont dépassées (à condition qu'elles fussent exactes en 1949) et qu'on a trop prôné la nécessité de maintenir l'équilibre des forces en Europe. Et à cause de cela, des mesures ont été prises qui nuisent aujourd'hui à la paix et à la sécurité, au lieu de les favoriser. À titre d'exemple, citons l'accumulation des forces nucléaires à portée intermédiaire (INF) en Europe.

Que faut-il faire pour limiter et réduire l'envergure de l'affrontement nucléaire en Europe et partout ail-

leurs dans le monde? Les hypothèses "naïves" butent ici sur l'obstacle du "réalisme" politique, philosophie qu'ont adoptée la grande majorité de ceux qui appartiennent aux mondes du gouvernement, des médias et des affaires: si les É.-U. rejettent la majorité de ces hypothèses, le Canada ne peut les défendre sans nuire à ses relations bilatérales avec eux. C'est d'autant plus vrai si les principaux alliés de l'OTAN repoussent eux aussi ces hypothèses "naïves", ce qui est actuellement le cas. Je dis bien "actuellement", car il ne serait pas surprenant que de nouvelles propositions soviétiques concernant la limitation des armements et le désarmement influent sensiblement sur l'opinion européenne au cours des mois à venir. Par exemple, si les Soviétiques préconisaient des mesures plus réalistes de vérification ou d'inspection sur place pour contrôler les réductions des arsenaux et les retraits de troupes, l'Europe occidentale pourrait bien réagir favorablement.

Le mot clef dans tout ce débat est sans doute "stabilité". La dissuasion nucléaire garantit-elle la stabilité? Si cette doctrine nous a épargné la guerre nucléaire pendant quarante ans, continuera-t-elle de le faire? La réponse classique est "oui", mais les Canadiens ne doivent pas accepter cette réponse sans réserve. Le désarmement n'offre aucune garantie de stabilité, non plus d'ailleurs que l'"équilibre des forces". De nouvelles armes, de nouvelles doctrines, de nouvelles craintes peuvent venir ébranler la fragile confiance sur laquelle la stabilité repose. Et c'est exactement ce que l'Initiative de défense stratégique des É.-U. (IDS) risque de faire: peu importe que les technologies envisagées soient viables, l'IDS tend à bloquer les efforts qu'on déploie à Genève pour conclure des accords sur les armes nucléaires. Faute de tels accords, des tensions surgiront inévitable-